

Envoyé en préfecture le 12/04/2021

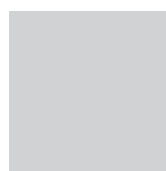
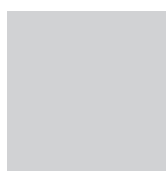
Reçu en préfecture le 12/04/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20210412-DCC2021_053-DE

CONVENTION PARTENARIALE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU
PAYS DE LANDERNEAU – DAOULAS
POLE EMPLOI

23 MARS 2021



Entre

La **Communauté de Communes du pays de Landerneau Daoulas**, immatriculée au répertoire des entreprises et établissements de l'INSEE sous le numéro 242900801 00133, agissant en sa qualité de Communauté de communes, dont le siège social est au 59 RUE DE BREST, 29800 Landerneau

Représenté par Patrick Leclerc, en sa qualité de Président, spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu de la délibération n°XXX du conseil de communauté en date du 9 avril 2021,

Désigné ci-après "**le partenaire**"

et

Pôle emploi, institution nationale publique dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placée sous l'autorité du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, régie par les articles L.5312-1 à L.5312-14 et R.5312-1 à R.5312-30 du code du travail dont le siège social est à 1, avenue du docteur Gley, 75987 PARIS CEDEX

Représenté par Anne BRUYAUX Directrice Pôle emploi, 59 rue de Brest 29800 Landerneau

Désignée ci-après "**Pôle emploi**".

- *Vu la loi 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;*
- *Vu les délibérations du conseil d'administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008 relatif à la création de Pôle emploi*
- *Vu le code du travail, notamment les articles L. 5321-1, L. 5321-2, L. 5321-3, L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5311-3, L. 5311-4, L. 5311-5, L. 5311-6 et R. 5311-1, R. 5311-2, L. 5313-1, R. 5313-1, R. 5313-2, R. 5313-4, L. 5323-1 à L. 5323-3, R. 5323-1, R. 5323-2 et 5332-5 du code de travail ;*
- *Vu la convention tripartite 2015 - 2018 signée le 18 décembre 2014 entre l'Etat, l'Unédic et Pôle emploi*

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Dans le cadre d'une expérimentation de service de location longue durée de Vélos à Assistance Electrique, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas (CCPLD) met à disposition des demandeurs d'emploi orientés par Pôle Emploi, l'accès à une flotte de 10 vélos à assistance électrique dont l'usage est conditionné à la reprise d'un emploi.

ARTICLE 1 : L'OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu entre la CCPLD et Pôle emploi une relation partenariale visant à mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les prestataires identifiés par la CCPLD pour l'utilisation d'un vélo à assistance électrique dans la situation précise d'une reprise d'emploi.

Le diagnostic partagé entre tous les acteurs de l'emploi du territoire fait état d'un manque de solutions de mobilité comme frein identifié pour un retour à l'emploi.

En parallèle, le partenaire déploie une nouvelle solution de mobilité sur son territoire et souhaite en faire bénéficier les demandeurs d'emploi. Ce qui l'identifie comme acteur de l'insertion professionnel.

La présente convention définit les engagements réciproques des parties

ARTICLE 2 : LE OU LES OBJECTIFS DU PARTENARIAT

L'objectif de ce partenariat est de rendre accessible la flotte de vélos à assistance électrique aux demandeurs d'emploi du territoire qui trouvent ou retrouvent une activité professionnelle.

Dans le cadre des entretiens menés avec les demandeurs d'emploi en situation de reprise d'emploi, les conseillers Pôle emploi informeront ces derniers de la mise à disposition de véhicule deux-roues pour résoudre leur problème de mobilité. Pour les besoins de son action, Pôle Emploi bénéficiera d'un accès aux relevés de l'état de la flotte disponible.

La flotte mise à disposition par la CCPLD représente 10 vélos à assistance électrique et fait l'objet d'une gestion par voie de marché public par la société France Vélo Connecté (KOOBOO), en co-traitance avec les établissements LE GALL et COROLLER.

ARTICLE 3 : LES PUBLICS CONCERNES PAR LA CONVENTION

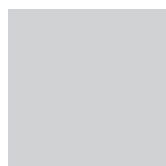
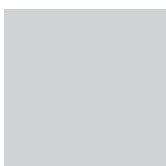
Les publics concernés sont :

- Les demandeurs d'emploi qui n'ont ni permis de conduire ni moyen de locomotion.
- Les demandeurs d'emploi qui retrouvent une activité professionnelle.
- Les demandeurs d'emploi qui résident sur le territoire de la CCPLD

ARTICLE 4 : LES ENGAGEMENTS DE POLE EMPLOI ET DU PARTENAIRE

4.1 : Les actions à mettre en œuvre par la CCPLD

- Mise à disposition d'une flotte de 10 vélos à assistance électrique dont elle a la propriété,
- Assurer le suivi de qualité et de bon fonctionnement du service, en relation avec le prestataire de service KOOBOO,
- Prise en charge de la maintenance technique préventive annuelle et de l'assurance de la flotte.



4.2 : Les actions à mettre en œuvre par Pôle emploi

- Informer les demandeurs d'emploi sur cette solution de mobilité (Coût de la location mensuelle : 30 euros/mois ou 100 euros/mois),
- Consulter le prestataire pour s'assurer de la disponibilité du véhicule en cas d'intérêt exprimé par le demandeur d'emploi,
- En cas d'avis favorable du demandeur d'emploi, orienter vers les prestataires.

ARTICLE 5 : DEONTOLOGIE ET COMMUNICATION

5.1 : Déontologie

Pôle emploi et le partenaire s'engagent à respecter les valeurs et principes d'action liés au Service Public, et notamment, les principes de neutralité et de continuité.

5.2 : Communication

Pôle emploi et le partenaire s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des actions de la présente convention.

Pôle emploi et le partenaire s'engagent aussi à informer à l'interne de leur propre structure du contenu de la présente convention.

ARTICLE 6 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

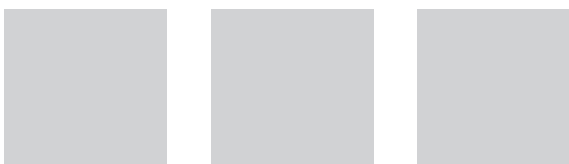
Un point sera organisé tous les trimestres entre Pôle emploi, la CCPLD et le prestataire de service KOBOO pour ajuster si besoin le processus de communication et d'orientation.

L'expérimentation fera l'objet d'une évaluation dans un délai de 6 mois puis 1 an afin d'évaluer l'atteinte des objectifs et d'établir un bilan des données issues du suivi de service. Une méthodologie d'évaluation sera à cet effet établie entre les deux partenaires.

ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les parties peuvent traiter des données personnelles concernant les agents et autres préposés de l'autre partie, pour les seuls besoins de l'exécution et du suivi de la convention et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution, ce sous leur responsabilité et dans le respect du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque partie informe les personnes concernées de la transmission des données à l'autre partie et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.



Pour les traitements mis en œuvre par Pôle emploi, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de Pôle emploi, par courriel à courriers-cnild@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Pôle emploi, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Pour les traitements mis en œuvre par le partenaire, ces droits s'exercent auprès du prestataire de service KOBOO :

France Vélo Connecté
74, avenue Edouard Michelin
63100 CLERMONT-FERRAND

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, chaque partie s'engage à détruire les données personnelles et leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution et au suivi de la convention et à la gestion des éventuels contentieux. En l'absence de contentieux, cette destruction intervient au plus tard dans un délai de deux mois à compter de l'échéance de la convention.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION-RESILIATION

La présente convention est signée pour une période de 1 an.
Elle prend effet à compter du 01/06/2021 et prendra fin, au plus tard, le 01/06/2022.
Le présent partenariat pourra être renouvelé sous l'effet d'un commun accord des parties.

Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de 1 mois avant échéance semestrielle.

Fait à.....

Le.....

Pôle emploi

Le Partenaire



Envoyé en préfecture le 12/04/2021

Reçu en préfecture le 12/04/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20210412-DCC2021_053-DE

Pôle emploi mai 2014

